



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2022 URIENTAZIONE BUGGETTARIE

CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse





Orientations Budgétaires 2022

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NotRe) en son article 107 précisé par le décret 2016-841 du 24 juin 2016, a voulu accentuer l'information des élus en complétant notamment les dispositions relatives au contenu du débat. Ce débat doit s'effectuer sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires et doit également comporter une présentation sur la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et la durée effective du temps de travail.

Le rapport sur les orientations budgétaires constitue ainsi la première étape du cycle budgétaire annuel. Il précède l'élaboration du budget primitif et des décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétisant par le vote du compte administratif.

Conformément à l'article L 4312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un débat a lieu sur les orientations budgétaires de l'exercice, dont il est pris acte par les membres de l'assemblée délibérante à travers une délibération spécifique.

On rappelle que le rapport sur les orientations budgétaires n'a pas vocation à se substituer au vote du budget primitif où l'ensemble des recettes et des dépenses sont présentées.



I) Politiques publiques : cadre stratégique et objectifs-cibles

Les orientations budgétaires de l'ODARC au titre de l'exercice 2022 s'inscrivent dans le cadre stratégique défini par l'Assemblée de Corse à travers les quatre priorités de politique publique, à savoir :

- Protéger, maîtriser et mobiliser le foncier.
- Intensifier la connaissance, renforcer la capacité d'innovation, accroître l'installation.
- Orienter l'accompagnement public vers la production (notamment en structurant l'outil de production agricole), la qualité et l'efficacité environnementale.
- Consolider l'action territoriale.

Ces 4 axes s'articulent principalement à travers le Plan de Développement Régional de la Corse 2014-2020 (PDRC) et le « plan Ambition Corse 2021-2025 » (soutien aux filières) cofinancé par France Agrimer.

En effet, la PAC post 2020 accusant un retard de 2 années, une phase de transition permet au programme actuel, le PDRC 2014-2020, de continuer avec une mobilisation anticipée des crédits de la période 21-27.

Les objectifs-cibles se déclinent via le PDRC comme suit :

- **Développer le transfert de connaissances et l'innovation** pour favoriser l'apprentissage, la formation ainsi que la diffusion de connaissances et de pratiques innovantes.
- **Assurer la viabilité et la compétitivité des exploitations agricoles** en soutenant l'effort de structuration des entreprises du secteur agricole et en permettant le renouvellement générationnel par l'installation de jeunes agriculteurs.
- **Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits agricoles**, en encourageant l'émergence de démarches de qualité sur les productions à forte typicité.
- **Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes** liés à la production et à la forêt en protégeant notamment l'environnement, en maintenant des pratiques et des systèmes de cultures favorables à la biodiversité et en gérant de manière plus raisonnée nos ressources naturelles.
- **Développer l'efficacité énergétique des énergies renouvelables** en améliorant l'utilisation de la ressource eau et en stimulant l'exploitation et la valorisation de la ressource forestière locale.
- **Promouvoir le développement économique des zones rurales** en favorisant la diversification non agricole, en soutenant les projets de coopération LEADER et en améliorant le cadre de vie dans les territoires ruraux.

II) Les objectifs et des priorités pour 2022

➤ Volet production

Le développement de la production doit être au cœur de l'action de l'ODARC. Pour y parvenir, des améliorations des dispositifs existants et la mise en place d'outils innovants et de systèmes qui facilitent l'accès aux aides doivent être mis en œuvre.

- **Poursuite de la mise en œuvre des mesures du PDRC** avec une augmentation de certains taux d'intervention et un élargissement des possibilités d'accompagnement.
- **Mise en place d'un plan d'investissement exceptionnel dans le cadre du PDRC fonds EURI (crédits relance européenne) permettant l'acquisition de matériels (y compris auto-moteurs) pour la gestion des parcours d'élevage.** Il s'agit ainsi de doter les exploitants de possibilités d'intervention sur la gestion et l'ouverture des milieux pastoraux. Un tel dispositif doit répondre aux problématiques d'embroussaillage des parcours en tenant compte des difficultés physiques à intervenir dans les zones de l'intérieur et de montagne.
- **Fonds de contre-garantie bancaire et d'avance remboursable pour les agriculteurs aînés :** Elargissement de ces fonds, réservés au financement des bâtiments, pour le matériel structurant : l'objectif est de permettre à un plus grand nombre d'agriculteurs d'avoir accès aux aides à la modernisation.
- **Simplification des dossiers « Bâtiments »** par la mise en place de coûts plafonds.
- **Accompagnement des filières ovine et caprine** dans le cadre d'une politique projets autour d'exploitations pilotes.
- **Mise en place d'un pôle viande petits ruminants :** Ce pôle regroupera un abattoir spécialisé, une unité de découpe pour la préparation des pièces de viande, un atelier de surgélation et une unité d'expédition. L'objectif est de valoriser les agneaux et les cabris en s'adaptant aux nouveaux modes de consommation et en reportant une partie de la production vers des périodes plus propices à la vente (saison estivale notamment).
- **Mise en place de « lignes guides » en installation :** Il convient de définir ce que doit être une installation dans chacune des filières agricoles afin que nos futurs agriculteurs s'inscrivent dans une démarche vertueuse, productive et dont les principales ressources sont la production et la vente du fruit de leur travail. En parallèle, il faudra leur donner les moyens d'y arriver par la formation, le soutien financier, humain et l'accompagnement technique.
- **Mise en place d'un plan « Réformes » à destination des filières bovine, ovine et caprine** afin d'alléger les exploitations des animaux peu voire pas productifs et engendrer une amélioration qualitative des troupeaux favorisant ainsi la rentabilité des exploitations.

- **Mise en œuvre du Plan Ambition pour l'année 2022** qui assure le financement du développement des filières de production en cofinancement avec FranceAgriMer.
- **Développement d'une filière bois** consommatrice de bois local nécessitant qu'un effort particulier soit porté sur les secteurs les plus faibles. Les soutiens à l'installation ou à la consolidation des industries de sciage, à la création d'unités de séchage et à la modernisation de l'outil de récolte seront renforcés en 2022 afin de permettre d'augmenter la capacité d'exploitation et de première transformation des entreprises locales et ainsi d'inscrire le bois local dans l'essor que connaît actuellement le marché.
- **Développement de la marque Lignum Corsica** avec le lancement d'un appel à projet en coordination entre le comité de massif et l'ODARC pour favoriser l'utilisation de bois local dans la commande publique.
- **Continuité du dispositif de rénovation/créations de vergers d'arboriculture fruitière traditionnelle de montagne** (type pommier, poirier, cerisier, amandier, châtaignier... variétés à définir – anciennes/locales).
- **Poursuite de l'accompagnement de la filière caprine** notamment au niveau de la gestion du schéma de sélection de la race caprine corse, de la maîtrise de la paratuberculose au sein des élevages et de l'obtention d'une IGP Caprettu di Corsica.

➤ Volet foncier

Plusieurs actions doivent être menées pour lutter contre les friches agricoles et favoriser la contractualisation à des agriculteurs.

- **Développement du fonds foncier agricole à l'installation et à l'amélioration des terres** mis en place au niveau régional par la SAFER qui permet de stocker des parcelles à vocation agricole en vue de les redistribuer prioritairement à des jeunes agriculteurs.
- **Partenariat ODARC-GIRTEC** visant à identifier, sécuriser, mobiliser le foncier agricole et favoriser l'installation de jeunes agriculteurs. Ce partenariat assimilant un échange d'outils et de méthodes permettra à l'Office de renforcer son action auprès des territoires ruraux.
- **Finaliser les propositions d'adaptations réglementaires** tenant compte des spécificités propres à la Corse visant à favoriser à terme la mobilisation du foncier agricole et forestier (points du code rural relatifs au défrichement, au volet forestier, rénovation du cadastre...etc.).

- **Poursuivre l'accompagnement des territoires au travers d'action d'aménagement foncier** : soutien aux approches collectives de gestion du foncier (dispositifs d'Association foncière (AFP) et DOCOBAS), mais aussi de mise en place d'une politique d'aménagement foncier rural plus systémique (rénovation du cadastre et remembrements-AFAF) au bénéfice des territoires et de l'agriculture.
- **Avancer sur la problématique de la divagation** en l'abordant de manière pragmatique et territoriale, en associant les élus, les organisations professionnelles, les éleveurs présents sur le territoire, les services de l'ODARC, de la CDC et de l'Etat. Une commission a été créée en 2021, des zones pilotes d'intervention ont été définies. Le plan d'action se mettra en œuvre en 2022, une évaluation sera réalisée afin d'envisager un déploiement plus important.

➤ Volets recherche et formation

Il est indispensable de mobiliser la recherche, l'innovation et la formation afin d'atteindre les objectifs d'une agriculture performante, durable et préparée aux enjeux à venir.

- **Poursuivre la mise en œuvre des « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole-CCPA »** qui visent à favoriser l'immersion professionnelle d'agriculteurs en phase d'installation ou de Jeunes Agriculteurs chez des exploitants agricoles afin d'acquérir les compétences et les connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée.
- **Développer les activités d'expérimentation en agriculture** notamment au sein des pôles de compétences de l'ODARC (élevage/transformation fromagère/apiculture d'Altiani, fourrages/céréales de Migliacciaru et filières végétales à Corsic'Agropôle) en partenariat avec les organismes de recherche et les professionnels afin de faire face aux problématiques spécifiques de court ou moyen termes, identifiées par les producteurs et les techniciens. L'enjeu est d'éclairer les choix stratégiques, proposer des solutions adaptées et contribuer à l'amélioration de la maîtrise technique des producteurs.

➤ Volets environnement et sanitaire

Nos productions doivent se développer dans le respect de l'environnement. Mais elles doivent également anticiper les changements climatiques et les risques sanitaires à venir pour faire de ces contraintes des opportunités de développement.

- **Maîtrise de l'irrigation et amélioration des équipements et du stockage de l'eau** afin d'optimiser les consommations et économiser la ressource : financement de systèmes à taux bonifié (pilote irrigation par sondes notamment).



- **Adaptation des exploitations au changement climatique** par l'amélioration des pratiques (choix des techniques et des variétés) susceptibles de répondre à ces enjeux (notamment conseil technique des agents pastoraux).
- **Accompagnement des communes dans la gestion du risque incendie** (intégration des agents du débroussaillage de l'OEC).
- **Développement de l'Agriculture biologique.**
- **Mise en place de mesures de protections vis-à-vis de la faune sauvage, renforçant notamment la biosécurité sanitaire des élevages** : financement renforcé et facilité des clôtures de protection dans le cadre du plan de relance Etat et européen (Fonds EURI FEADER), formation des exploitants, approches territoriales et partagées avec les acteurs locaux (plan Aujeszký notamment).
- **Développement des activités de production de plants en Corse pour les filières végétales.** Non seulement cette production locale nous protégera d'un point de vue sanitaire mais elle permettra aussi de créer de l'emploi et de valoriser les variétés insulaires, voire de relancer certaines plantations (Castanéculture, arboriculture fruitière de montagne par exemple).
- **Renforcement des schémas de sélection et de diffusion des races locales, y compris l'abeille corse, socles de la biodiversité.**

➤ Volets commercialisation et promotion

Certaines filières agricoles n'ont pas encore trouvé leur marché. De plus, certaines opportunités de commercialisation ne sont pas mobilisées faute d'organisation collective. En parallèle, les modes de consommation ont évolué et il faut diversifier le champ des possibles pour sécuriser les débouchés.

- **Création d'un Marché d'Intérêt National** : Lieux de négoce de gros, les M.I.N. ont pour objectif de regrouper sur un même lieu l'offre (grossistes, producteurs, prestataires de service) et la demande (acheteurs) dans les secteurs de l'alimentaire et de l'horticulture. Un tel marché de gros assurera un approvisionnement régulier en produits frais (fruits, légumes, viandes, poissons...), permettra d'organiser les filières et d'alimenter les professionnels (restaurants notamment, export...) mais également la restauration collective. Car aujourd'hui, le principal frein à l'intégration de produits locaux dans la restauration collective relève de la logistique nécessaire à l'approvisionnement et à la livraison des produits : petites exploitations ne pouvant répondre seules à des appels d'offre sur des quantités importantes, régularité de l'approvisionnement difficile et livraisons sur des lieux éloignés des espaces de production. Une étude de faisabilité sera réalisée en 2022.

- **Développement des magasins de producteurs** : Ces formes de de vente en circuit court permettent de créer une dynamique collective et génèrent des impacts économiques, sociaux et territoriaux conséquents au niveau de l'exploitation, de la vente et du territoire. La création de ces magasins sera soutenue dans le cadre du dispositif d'aide à la diversification.
- **Sensibiliser le jeune public** aux métiers agricoles et aux productions pour susciter des vocations et les éduquer sur la qualité et la typicité des produits corses. Des actions seront à mettre en place avec les écoles, les collèges pour faire redécouvrir notre agriculture sur le terrain et dans l'assiette.
- **Création d'un Label Restaurant « Gusti di Corsica »** : Le label « Gusti di Corsica » sera attribué aux restaurants insulaires qui se singularisent par la qualité des produits corses utilisés dans l'élaboration de leurs prestations. Ce label garantira notamment que les restaurateurs utilisent des produits d'origine corse et de qualité reconnue. Ce label deviendra la vitrine d'une gastronomie corse qui valorise les ressources des territoires.
- **Organisation du Salon International de l'Agriculture 2022.**
- **Poursuite du développement de A strada di i Sensi** avec l'actualisation des territoires existants et la création du territoire « Valincu, Taravu, Gravona ».

III) Les modalités opérationnelles

➤ Les programmes rattachés aux missions d'autorité de paiement de l'Office

Ils s'articulent autour de 4 axes :

✓ L'axe « FEADER »

L'axe « Feader » doit permettre notamment d'accentuer les efforts de soutien financier à destination :

- Des investissements physiques permettant la structuration des exploitations agricoles et les aménagements de l'espace à vocation agricole, pastoral, hydraulique et forestier.
- Des exploitations agricoles et des entreprises en phase de développement et en permettant de soutenir en particulier l'installation des jeunes agriculteurs.
- La diversification des exploitations notamment au travers des circuits courts.
- L'amélioration des forêts avec en particulier les opérations relevant de la sylviculture et des exploitations forestières.

- Des mesures « Conversion à l'AB » et « Maintien AB », suite à la volonté de poursuivre ces dispositifs sur 2022.

Compte tenu d'un abondement de crédits FEADER (crédits transition et EURI) et afin d'optimiser la mise en œuvre du PDRC, l'ODARC augmente en parelle les crédits contrepartie FEADER en provenance de la CdC pour l'année 2022.

✓ L'axe « Top up 2014-2020 »

Cette axe a pour vocation de venir compléter les crédits CdC mis en contrepartie du FEADER. Compte tenu de l'abondement de crédits FEADER, cette axe ne devrait pas être sollicité en 2022 au profit de la contrepartie nationale en crédits CdC.

✓ L'axe « Hors Feader et Hors Top Up »

Cet axe soutient principalement :

- L'information et la diffusion des connaissances techniques scientifiques et les actions collectives de filières qui s'inscrivent sur les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés, et cela dans le cadre du plan Ambition Corse 2022.
- L'accompagnement des « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole- CCPA ».
- Financement de la modernisation des exploitations agricoles ou forestières sur régime d'aides d'Etat (aides simplifiées, caves vinicoles, accompagnements spécifiques...).

Cet axe permet l'accompagnement de projets qui ne sont pas ou difficilement finançables par du FEADER, il est de ce fait stratégique pour la politique de développement agricole.

✓ L'axe « Opérations spécifiques »

Cet axe finance des opérations inhérentes à l'aide à la promotion des produits agricoles locaux et des circuits courts, au dispositif de gestion de crise (sécheresse, intempéries, crises sanitaires, difficultés économiques exploitants, ...), aux aides aux laboratoires de la CdC, à l'appui à la SAFER et à la mobilisation du foncier au travers notamment des dispositifs d'accompagnement des AFP et aux fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs, des agriculteurs aînés et des AFP.

Cet axe, compte tenu du contexte sanitaire et des difficultés économiques qu'il engendre, devrait être encore fortement sollicité en 2022.

➤ Les programmes d'investissements propres de l'ODARC

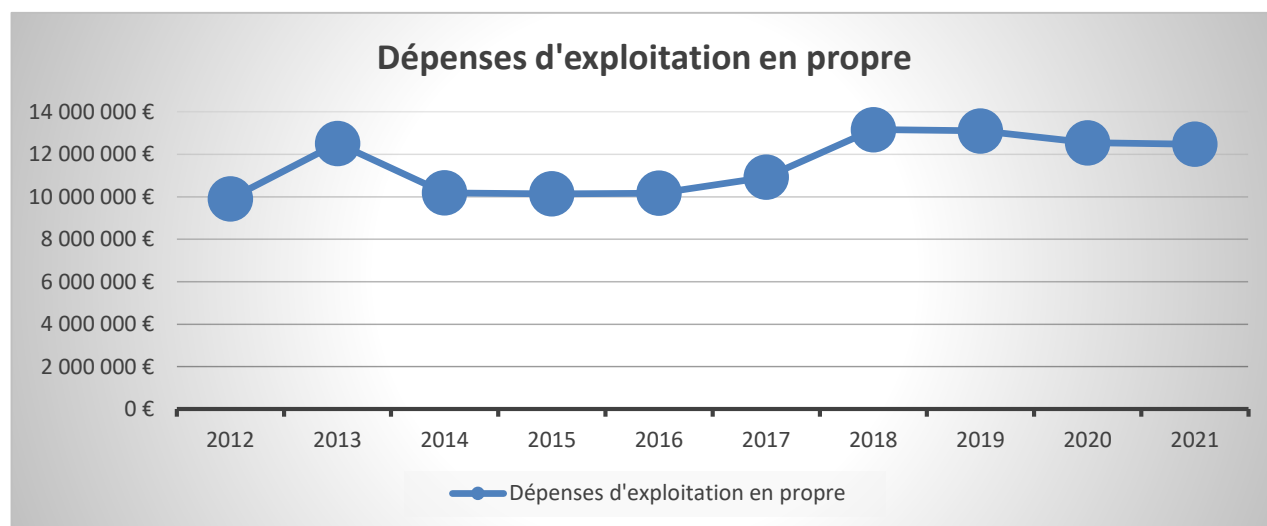
Ces investissements portent notamment sur :

- La poursuite du renouvellement d'une partie du parc informatique, du système d'information de l'Office et du mobilier de bureaux.
- L'actualisation de la mise en place de la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 8 territoires insulaires dédiés et la création d'un nouveau territoire.
- Le site d'Altiani, sur lequel il est prévu d'améliorer les infrastructures existantes notamment de réhabiliter et d'agrandir le système d'irrigation des cultures, de poursuivre les opérations de démaquisage et de clôtures, d'acquérir du matériel, de construire un nouvel espace bergerie avec des bureaux pour le personnel technique ainsi qu'un nouvel hangar à fourrage et matériel, de créer un hangar de stockage pour le haras de boucs, d'améliorer l'espace fromagerie afin qu'il respecte les normes sanitaires, de finaliser les investissements de matériel scientifique à des fins d'expérimentation.
- La poursuite de la réhabilitation du site de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales avec la création d'un espace d'accueil permettant de regrouper sur le site l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle mais également la permanence de l'ODARC et de ses partenaires. Est également prévue une opération de réhabilitation du système d'irrigation.
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage du pôle petits ruminants qui a dû être reportée compte tenu de la crise sanitaire.

IV) Analyse rétrospective des dépenses et des recettes

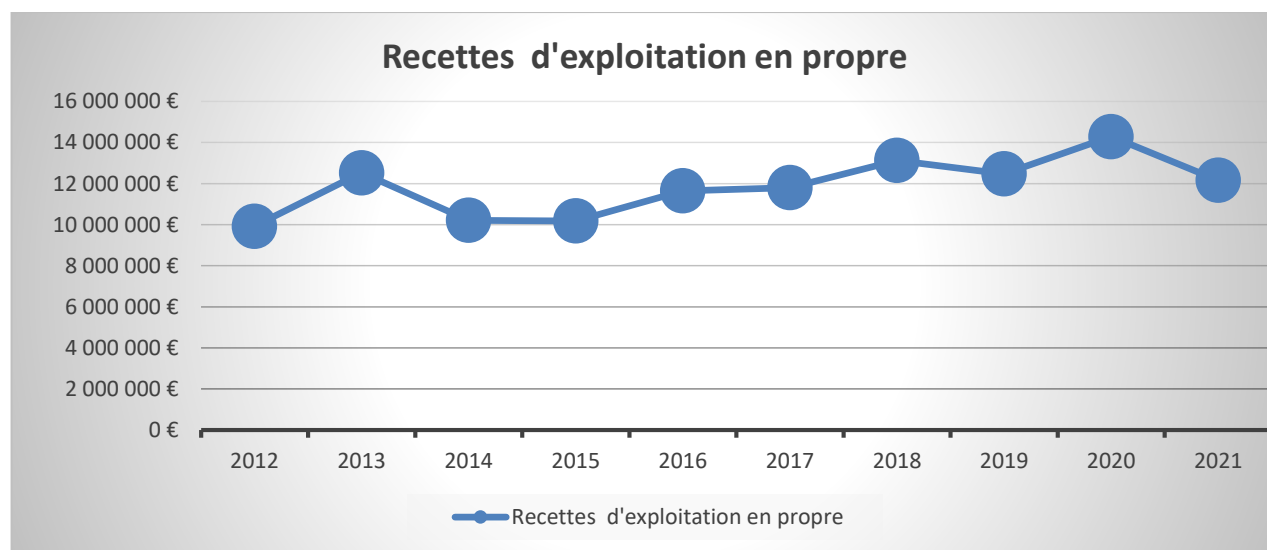
IV.1) Au titre de l'exploitation en propre

➤ Les dépenses et les recettes d'exploitation en propre



Sur la période 2012-2021, les dépenses d'exploitation en propre (hors dépenses liées aux interventions et restes à réaliser) évoluent sur un trend d'environ 11,5 M€ par an, en dehors de l'exercice atypique que constitue l'année 2013 avec l'impact de la taxe sur les salaires et de la correction financière appliquée par la Commission Européenne prise en charge par l'Office au titre de sa responsabilité d'organisme intermédiaire de la subvention globale FEOGA-O 2000-2006.

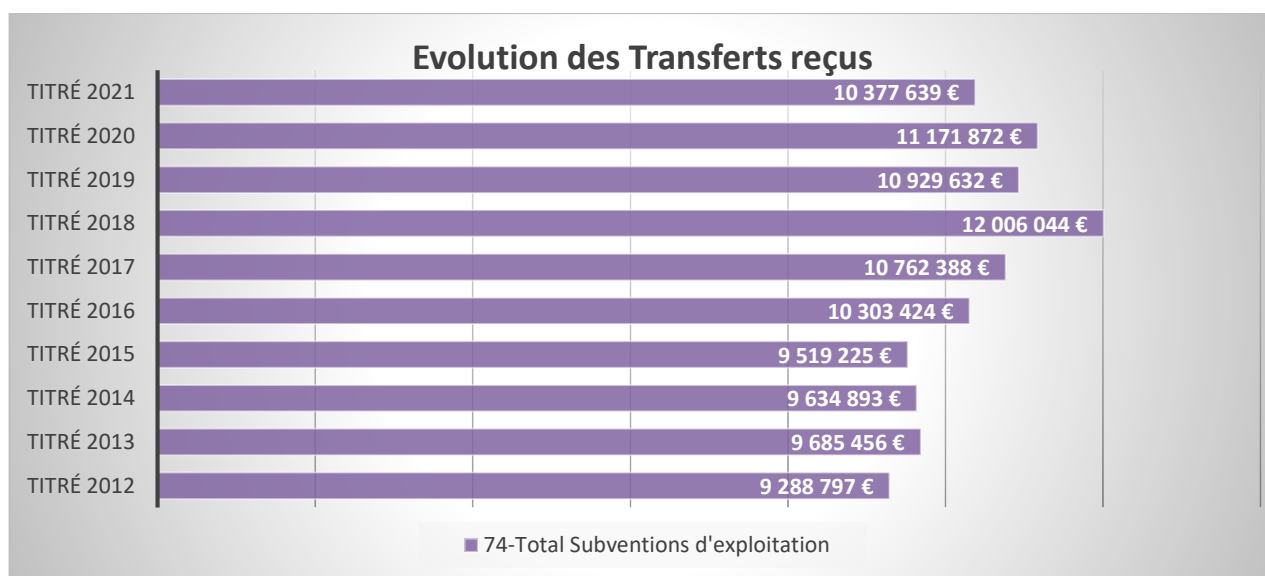
L'exercice 2021 fait apparaître un montant de dépenses exécuté à hauteur de 12,5 M€ se situant ainsi au même niveau que l'exercice 2020.



Sur la même période, le trend moyen de recettes d'exploitation en propre (hors recettes liées aux interventions et restes à réaliser) se situe autour de 11,8 M€.

Les recettes réalisées à hauteur de 12,2 M€ en 2021 sont en baisse de 14,9 % par rapport à l'exercice 2020.

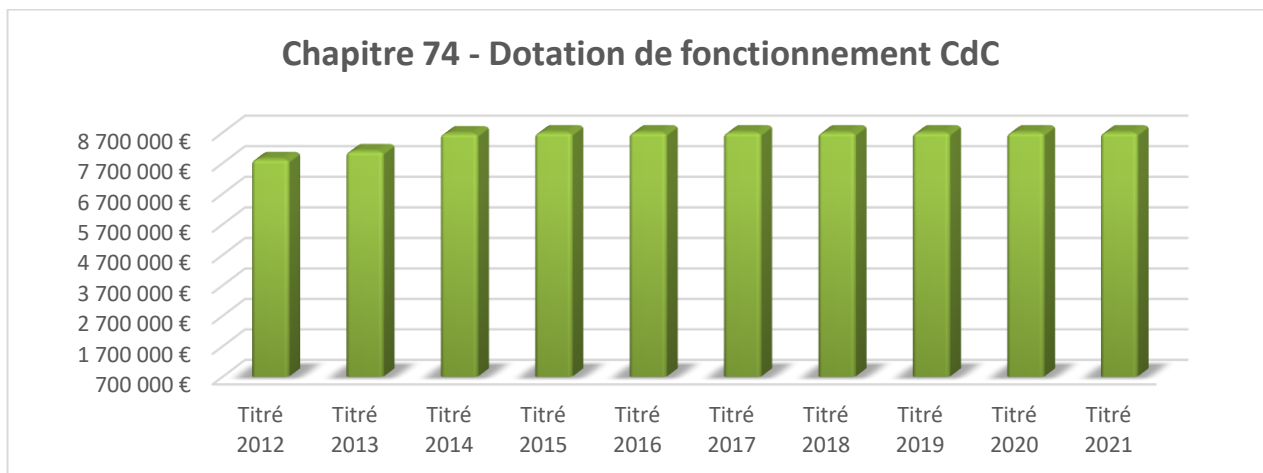
Une opération de régularisation comptable a été effectuée en 2020 sur le compte de bilan « Divers - charges à payer » dont le solde est issu de schémas comptables antérieurs, gérés par les différents comptables publics qui se sont succédés, et fondés sur des comptes spécifiques relevant de l'instruction comptable et budgétaire M9.5 applicable à l'origine à l'Office, selon le principe des ressources affectées, haussant ainsi le niveau de recettes de cet exercice. En neutralisant l'impact de cette régularisation, le niveau des recettes en 2020 s'établit à 12,9 M€, ramenant la diminution des recettes entre les exercices 2020 et 2021 à 5,6 %.



Sur la période 2012-2015, les transferts annuels reçus en provenance de la CdC (Dotation de fonctionnement et financement d'opérations spécifiques), de l'Etat (Dotation au titre des missions d'organisme payeur des aides d'Etat), et de l'Union Européenne (assistance technique FEADER, programmes spécifiques européens) restent stables. En revanche, sur la période 2016-2020, les transferts reçus ont augmenté en lien notamment avec une accélération dans le rythme de réalisation des programmes d'études confiés à l'Office, à l'impact du Salon International de l'Agriculture financé par la CdC, ainsi qu'à l'effet significatif des recettes relatives aux actions de promotion en propre.

En 2021, les transferts annuels reçus atteignent environ 10,4 M€. Ils ont diminué par rapport à l'exercice précédent sous l'effet principalement de la crise sanitaire de la Covid-19 entraînant l'annulation du Salon International de l'Agriculture édition 2021 et une décélération des actions de promotion en propre.

- **La dotation de fonctionnement en provenance de la CdC :**



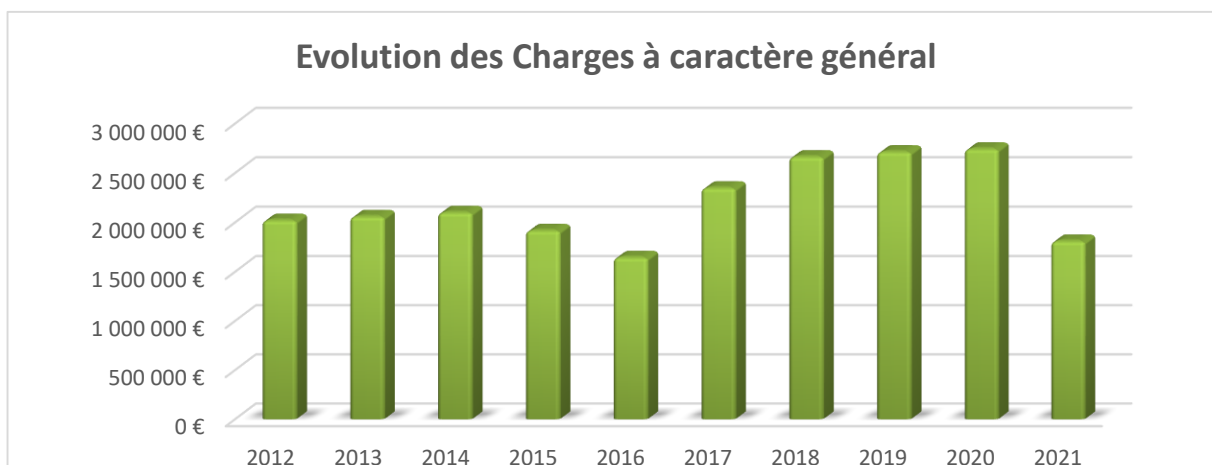
La dotation de fonctionnement en provenance de la CdC constitue la ressource financière essentielle permettant d'assurer la mission de service public de l'Office auprès du monde agricole, rural et forestier.

Sur la période 2012-2021 la dotation de fonctionnement est passée de 7,82 M€ en 2012 à 9,2 M€ en 2021 soit une augmentation de 17,56 %. Cet accroissement trouve pour une part son explication dans l'impact de la taxe sur les salaires (environ 0,5 M€/an) dont le financement a été mobilisé auprès de la CdC à partir de l'exercice 2014.

A périmètre comparable, en neutralisant la part de la taxe sur les salaires, l'accroissement entre 2012 et 2021 de la dotation de fonctionnement s'élève à 9,65 %, soit un rythme annuel moyen de progression de 1,03 %.

➤ **Les charges à caractère général et les charges de personnel**

- **Les charges à caractère général :**



Les charges à caractère général (achats, services extérieurs et autres services extérieurs hors restes à réaliser) ont diminué de 2012 à 2016 principalement sous l'effet combiné de l'extinction de programmes européens dont l'Office était soit Chef de file, soit partenaire associé (Agrisles, Forêt modèle, Terragir, Innolabs, Marte +...), ainsi qu'à une certaine maîtrise des charges de structure de l'établissement sur la période.

De 2017 à 2020, les charges à caractère général ont progressé en raison d'une hausse des dépenses liée à l'impact du coût afférent à l'organisation du Salon International de l'Agriculture, auquel s'ajoute celui du coût lié à l'ouverture de nouvelles Routes des Sens Authentiques sur le territoire insulaire, la montée en puissance des actions de promotion en propre, ainsi que la valorisation de l'agriculture insulaire en général.

L'exercice 2021 enregistre un niveau de charges à caractère général à hauteur de 1,8 M€, soit une diminution de 34,01 % par rapport à l'exercice 2020. Cette diminution s'explique principalement par une baisse de dépenses liées à l'annulation de l'édition 2021 de l'organisation du Salon International de l'Agriculture ainsi que par une décélération des actions de promotion en propre pour cause de crise sanitaire de la Covid-19.

- **Les charges de personnel et frais assimilés :**

Eléments en K€	2012	2013 (*)	2014 (*)	2015 (*)	2016 (*)	2017 (*)	2018 (*)	2019 (*)	2020 (*)	2021 (*)
Charges de personnel	7 015	7 564	7 577	7 604	7 686	7 756	8 064	7 859	8 574	9 155

(*) Intégrant l'impact de la taxe sur les salaires.

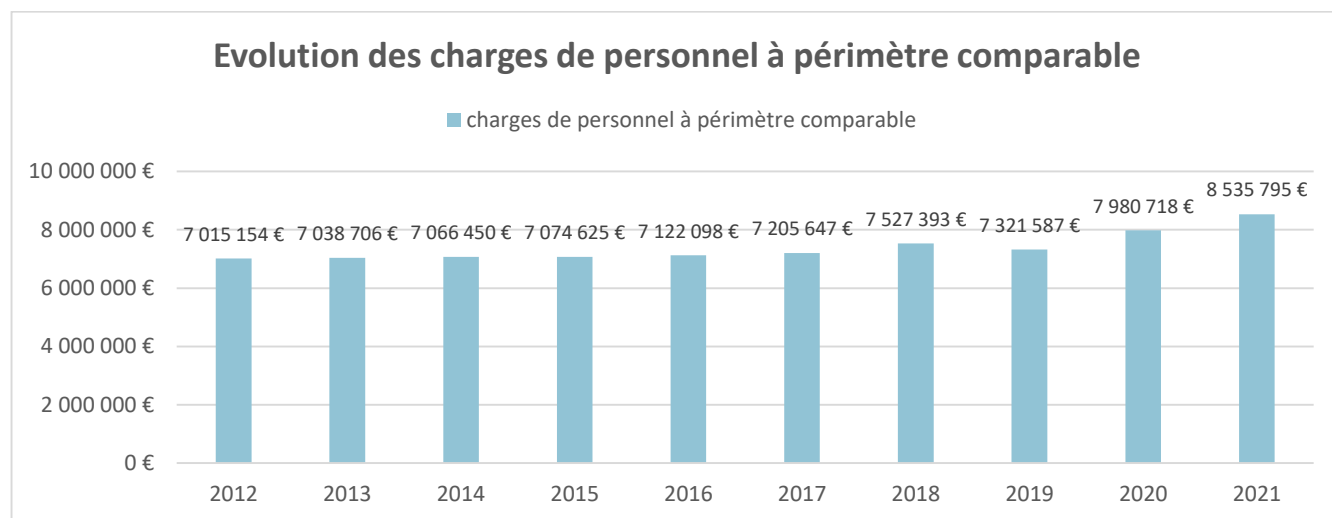
Sur la période 2012-2021, les charges de personnel progressent de 30,5 %, passant de 7 M€ en 2012 à 9,2 M€ en 2021. La progression des charges de personnel sur cette période est liée en partie à la prise en compte de la taxe sur les salaires au sein de ce chapitre à compter de l'exercice 2013.

L'accroissement entre 2017 et 2018 (+ 0,3 M€) s'explique essentiellement par l'impact de quatre départs à la retraite en 2018 (indemnités de départ à la retraite). Le niveau de dépenses en 2019 (exercice n'ayant pas connu de départs d'agents à la retraite) se situe dans la même épure que celui de 2017, et à un niveau moindre qu'en 2018.

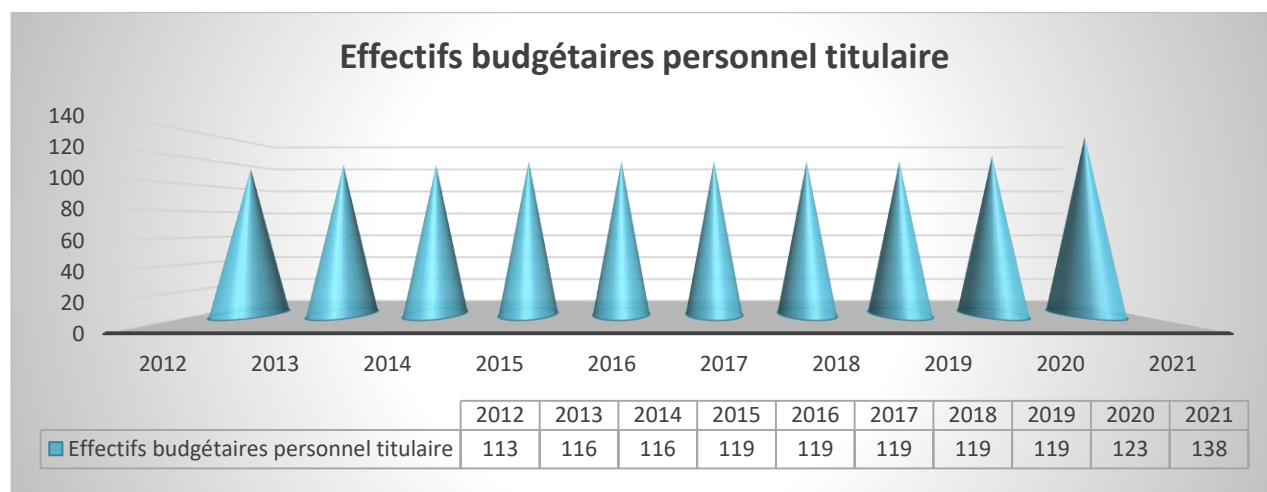
L'augmentation de 9 % entre les exercices 2019 et 2020 s'explique pour 49 % par une provision pour congés payés (droits à congés payés plus importants liés aux confinements suscités par la crise sanitaire de la Covid-19). La part restante se décompose pour 23 % par des CDD de remplacement et de surcroît d'activité (+ 4 ETP par rapport à 2019), pour 14 % par des recrutements en CDI (+ 2 ETP par rapport à 2019), pour 9 % par un départ à la retraite en 2020 (impact de l'indemnité de départ à la retraite), pour 4,5 % par l'apport d'apprentis et d'un contrat Cifre (+ 1,4 ETP par rapport à 2019) et pour 0,5 % à titre divers.

L'augmentation de 6,8 % entre 2020 et 2021 s'explique pour l'essentiel par des agents transférés de l'OEC à l'ODARC (+ 4,9 ETP entre 09/2021 et 12/2021) pour 61,7 %, par l'impact lié à la réorganisation au sein de l'Office entraînant des changements indiciaires et des reclassements des agents pour 46,5 %, par des CDD de surcroît d'activité pour 12,2 %, par l'impact des indemnités de 2 départs à la retraite et d'une rupture de contrat pour 5,6 %, par des contrats d'apprentissage (+ 0,7 ETP par rapport à 2020) et un contrat Cifre pour 4,5 % et par l'impact de la provision pour congés payés pour - 30,5%.

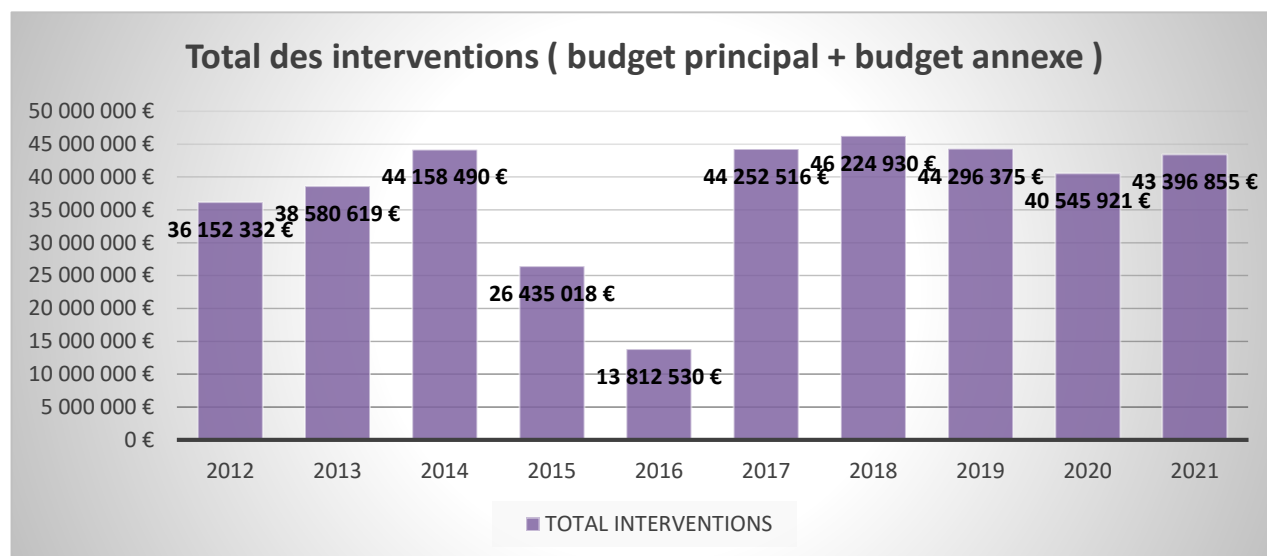
On notera, face à cette augmentation, que ces charges ont progressé seulement en valeur sur la période 2012 à 2021 de 1,5 M€, soit un rythme annuel moyen de 2,2 %.



Les effectifs budgétaires au titre du personnel titulaire sont passés de 113 postes en 2012 à 123 postes en 2020. Cet accroissement de 10 postes sur la période relève de missions supplémentaires dévolues à l'Office dont le contenu a été porté à la connaissance des membres du Conseil d'Administration lors des exercices précédents. Le 1^{er} septembre 2021, 15 agents du Service Agro-Environnement de l'OEC ont été transférés à l'ODARC augmentant ainsi les effectifs budgétaires à 138 postes en 2021.



IV.2) Au titre des interventions agricoles, rurales et forestières



Rappel : Les interventions de l'Office, en dehors des fonds de financement qui supposent un droit à retour, impactent les comptes de racine 658 qui trouvent leur contrepartie en recettes aux comptes de racine 758. La fonction de redistribution d'aides ne générant en principe ni bénéfice ni perte.

Sur la période 2012-2014, la progression des interventions s'explique par le fait que cette période correspond notamment à l'atteinte du niveau de plein régime du PDRC 2007-2013. Les exercices 2015 et 2016 enregistrent quant à eux des niveaux d'interventions inférieurs aux trois exercices précités pour deux raisons majeures. D'une part, le non-versement des aides surfaciques, notamment celles concernant les campagnes ICHN et MAE 2015 et 2016, suite à l'absence de mise à disposition par l'ASP et l'Etat du logiciel d'instruction et de liquidation ISIS assurant en particulier la piste d'audit de l'aide. D'autre part, la mise en œuvre progressive du nouveau PDRC 2014-2020 qui a connu un ralentissement notamment du fait des nouvelles exigences de la Commission Européenne en matière de lancement d'appels à projets quasi systématique.

Sur la période 2017-2018, les interventions ont progressé suite au déblocage des aides ICHN au titre des tranches 2015 et 2016 ainsi qu'au versement des aides ICHN 2017 et 2018 (acomptes et soldes). Ce rattrapage ICHN 2015 et 2016 explique le niveau élevé de réalisation de 2017 et 2018. Sur la période 2019-2020, le niveau de réalisation se réduit. En effet, en 2019, la diminution s'explique principalement par des versements d'aides ICHN moins importants (solde ICHN 2018 et acompte de 68% de la campagne 2019) qu'en 2018 (100% de la campagne ICHN 2017 et acompte de 75% de la campagne ICHN 2018) mais qui correspondent à une année normale de paiement ICHN. Toutefois, 2019 a été concernée également par le rattrapage des aides MAEC et Bio (2015-2018). En 2020, un peu moins d'interventions ont été réalisées pour cause de crise sanitaire de la Covid-19 (report réalisations de travaux/investissements pour beaucoup de bénéficiaires) mais cette baisse s'explique également par le fait qu'aucun rattrapage d'aide surfacique n'a été effectué sur cette période puisque les paiements se font désormais selon un rythme annuel normal.

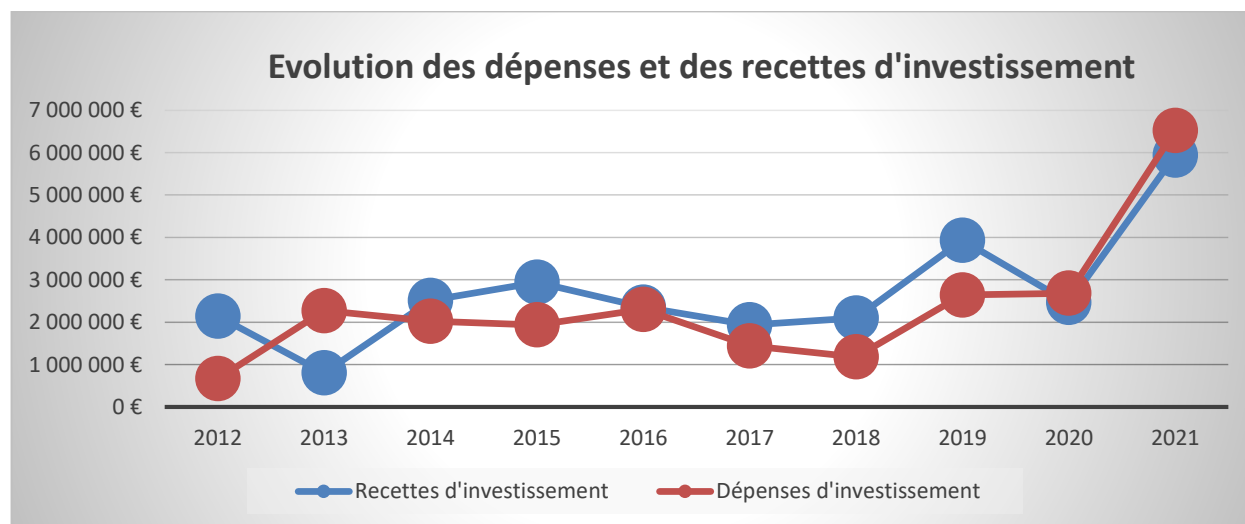
Le montant total d'aides versées pour l'exercice 2021 s'élève à 43,4 M€ (tous programmes et financeurs confondus mais hors fonds de financement), soit un niveau de réalisation élevé et ce, sans aucun rattrapage de mesures surfaciques. Ce qui signifie une augmentation sensible du rythme de paiement des autres mesures non surfaciques. Ainsi, par rapport à l'exercice 2020, le montant total d'aides versées augmente de 2,9 M€. Cette augmentation se décline comme suit :

- ✓ Volet agriculture : + 2,5 M€ (dont « Modernisation des exploitations » + 1,3 M€, « Dotation aux jeunes agriculteurs » + 1,1 M€, « Autres » + 0,1 M€)
- ✓ Volet actions à destination de la forêt : + 0,6 M€
- ✓ Volet actions au bénéfice du monde rural : + 1,5 M€
- ✓ Volet aides à la surface : - 2,5 M€ (dont « ICHN » + 0,1 M€, « MAEC » - 2,3 M€, « CAB + MAB » - 0,3 M€)
- ✓ Volet autres actions : + 0,8 M€ (« GAL + LEADER » + 0,8 M€)

Le niveau d'interventions sur les trois derniers exercices se situe sur un trend moyen de 43 M€/an. L'Office au titre de sa politique d'intervention a injecté en moyenne annuellement 37,8 M€ au bénéfice du monde agricole, rural et forestier sur la période 2012-2021.

IV.3) Au titre des investissements en propre

➤ Les dépenses et les recettes d'investissement en propre



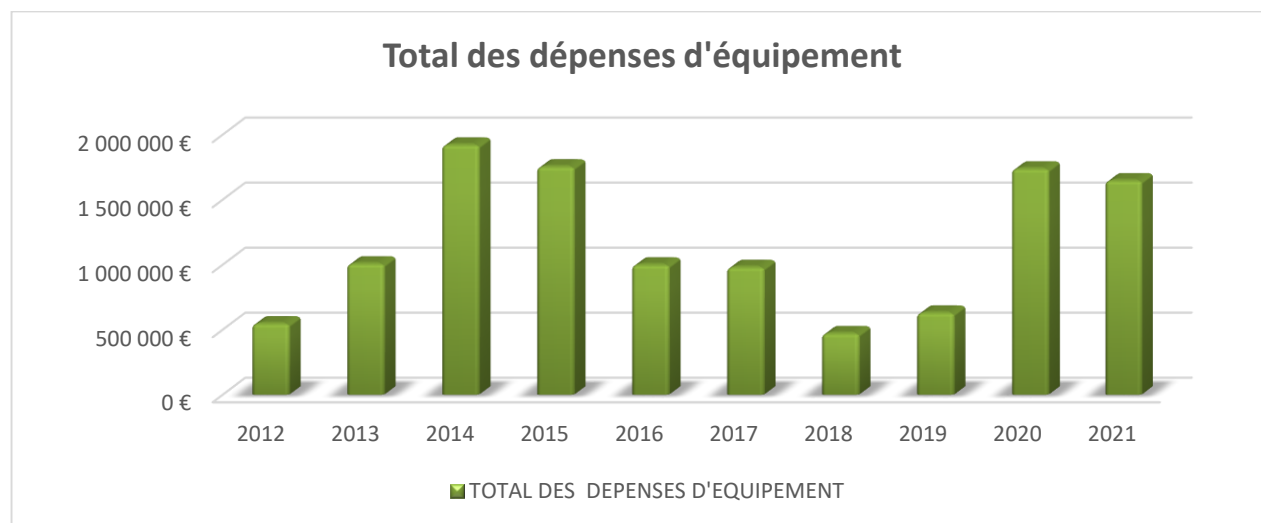
Les dépenses d'investissement ont progressé entre 2012 et 2016, au regard notamment de l'effort de structuration de la station expérimentale d'Altiani spécialisée dans les filières animales. Sur la période 2017-2018, elles sont à un niveau inférieur au trend moyen de la période. De 2019 à 2021, ces dépenses ont progressé à nouveau. L'augmentation des dépenses entre les exercices 2018 et 2019 s'explique principalement par la mobilisation de dépenses permettant d'alimenter les fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs.

En 2021, les dépenses d'investissement atteignent 6,5 M€, soit une augmentation de 3,8 M€ en comparaison à l'exercice 2020. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par des opérations de régularisations et de mise en conformité selon les normes comptables des comptes 271 « Titres immobilisés (droit de propriété) » et 274 « Prêts » en les reclassant aux comptes 261 « Titres de participation » et 266 « Autres formes de participation ».

Sur la période 2012-2015, excepté l'exercice 2013, les recettes d'investissement ont progressé de manière significative avec un tassement sur 2016-2018 suite aux appels de fonds moins importants auprès des financeurs concernés. Pour l'exercice 2019, on constate une progression qui s'explique essentiellement par la mise en place d'une provision budgétaire au titre du compte épargne temps.

Les recettes d'investissement de l'année 2021 s'affiche à 5,9 M€, soit une augmentation de 3,5 M€. Cette augmentation s'explique par les éléments précités supra à l'instar des dépenses d'investissement.

• Les dépenses d'équipement



Les dépenses d'équipement sont passées de 0,55 M€ en 2012 à 0,98 M€ en 2017, avec des pics à hauteur de 1,9 M€ en 2014 et de 1,75 M€ en 2015.

Le plan d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'est inscrit dans un cadre permettant de maintenir le niveau d'investissement en propre de l'Office (équipements logiciels et matériels), et de structurer la station d'Altiani en pôle de compétences animales, pour lequel les principales constitutions d'actifs sont notables sur les exercices 2014 et 2015.

Les exercices 2016 et 2017 constatent un niveau de dépenses d'équipement oscillant autour de 1 M€ identique à celui de l'exercice 2013.

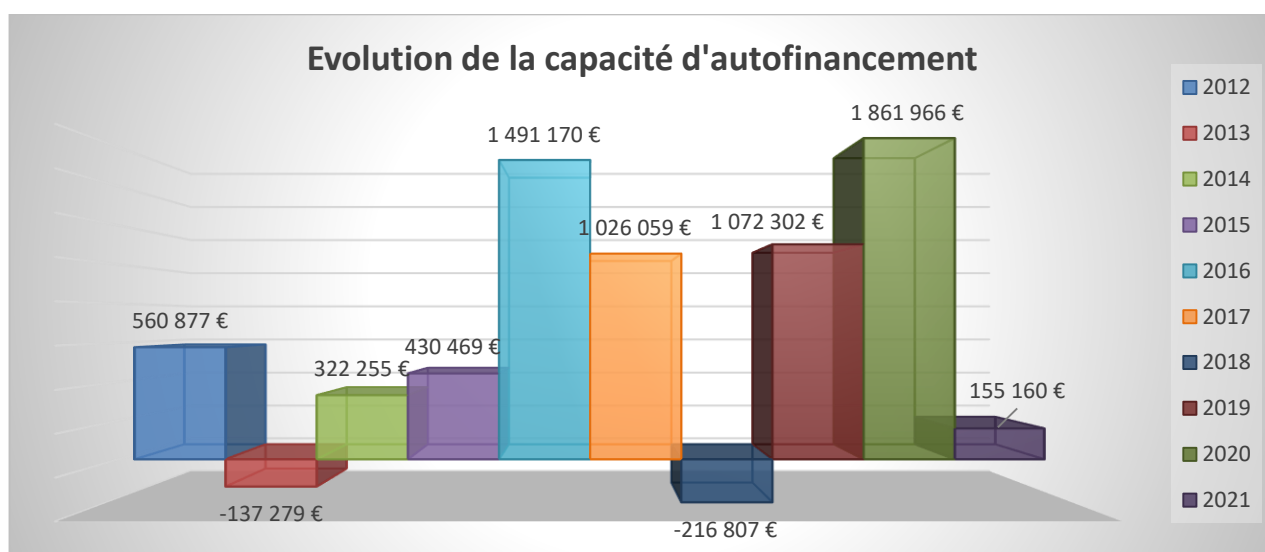
L'exercice 2018 voit le niveau de dépenses d'équipement atteindre environ 0,5 M€, du fait d'obstacles juridiques rencontrés notamment dans le lancement des opérations de réaménagement du site de Migliacciaro aux fins de création d'un pôle de développement fourrager.

L'exercice 2019 affiche un montant de dépenses d'équipement à hauteur de 0,6 M€, bien en deçà des ambitions budgétaires qui prévoyaient un important projet de rénovation-construction au siège social de l'Office, et dont la réalisation a été reportée sur l'année 2020 au regard de considérations techniques.

Les dépenses d'équipement pour l'exercice 2020 dont le niveau est comparable à celui atteint en 2015 s'élèvent à 1,7 M€, sous l'effet essentiel de la mise en œuvre du projet de rénovation du siège social, les dépenses correspondantes représentant 70 % du total des dépenses d'équipement.

L'exercice 2021 affiche un niveau de dépenses d'équipement à hauteur de 1,6 M€, dans la même épure que 2020 mais à un niveau légèrement inférieur. Cela concerne notamment la poursuite des travaux de rénovation et la surélévation du siège de l'ODARC à Bastia.

V) Analyse rétrospective de la Capacité d'autofinancement



Sur la période 2012-2021, la capacité d'autofinancement annuelle moyenne se fixe à environ 0,7 M€ et la dépense moyenne annuelle d'équipement s'établit à environ 1,2 M€, soit un taux de couverture moyen de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement de 56,2 %.

En dehors des exercices atypiques de 2013 (constatant une insuffisance d'autofinancement au regard d'une reprise sur provision pour risques et charges importante liée à la clôture du DOCUP 2000-2006 dans le cadre d'une enquête menée par la Commission Européenne sur les fonds FEOGA-O) et de 2018 (sous l'effet essentiel du reversement d'une partie de l'excédent cumulé de fonctionnement à la CdC qui a fortement impacté le niveau du résultat de fonctionnement 2018), la capacité d'autofinancement oscille entre 0,1 M€ et 1,9 M€ de 2012 à 2021.

Elle a atteint son point culminant en 2020, avec un montant dépassant légèrement celui du résultat de fonctionnement, sous l'effet significatif d'une régularisation comptable effectuée sur le compte « Divers – charges à payer ». On remarquera une amélioration du taux de couverture de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement en propre entre 2014 et 2020 (hors 2018), les exercices 2016 à 2020 (hors 2018) constatant même l'entière couverture des dépenses d'équipement par la capacité d'autofinancement.

L'année 2021 fait apparaître une capacité d'autofinancement de 0,155 M€.

VI) Les principaux aspects budgétaires de l'exercice 2022 hors interventions

On rappelle que le budget principal dans sa composante « fonctionnement propre » fait l'objet de la présentation qui suit. Le budget annexe qui mobilise seulement les crédits relatifs aux interventions FEADER-UE fait partie intégrante du point (VII) développé plus bas.

Au titre du budget principal :

➤ Section d'exploitation

Les dépenses de fonctionnement incompressibles et obligatoires sont principalement constituées des frais de personnel qui devraient s'élever à 10 199 000 €, des charges à caractère général qui devraient atteindre 3 800 000 €, des dotations aux amortissements et aux provisions qui devraient représenter 1 000 000 €.

• Les dépenses de personnel

Par comparaison des éléments figurant au budget primitif 2021 et ceux constituant les orientations budgétaires 2022, les postes budgétaires des emplois permanents augmentent passant de 125 postes à 139 postes. En 2022, le nombre de personnel en équivalent temps plein (ETP) représente 131,6 ETP contre 114 en 2021.

Le budget primitif 2021 a été élaboré avec deux postes budgétaires supplémentaires qui n'ont pas été accordés par la CdC. Le budget primitif 2021 ayant été établi antérieurement à la réception de cette information afférente à ces deux postes, l'Office n'a pu de ce fait la prendre en compte dans ledit budget. Au 1^{er} septembre 2021, 15 agents du Service Agro-Environnement de l'OEC ont été transférés à l'ODARC augmentant ainsi les postes budgétaires des emplois permanents approuvé par la CdC à 138 pour le budget 2021.

Pour l'exercice 2022, un poste budgétaire supplémentaire est prévu afin d'assurer les missions inhérentes à la mise en œuvre et au suivi de la PAC 2023-2027.

Concernant la structure des emplois permanents, la répartition en termes d'effectifs devient plus favorable à la filière technique qui passe de 52% à 60% des postes budgétaires. La répartition en pourcentage des postes par catégorie se modifie au profit de la catégorie des cadres supérieurs, passant de 62 % à 65 %.

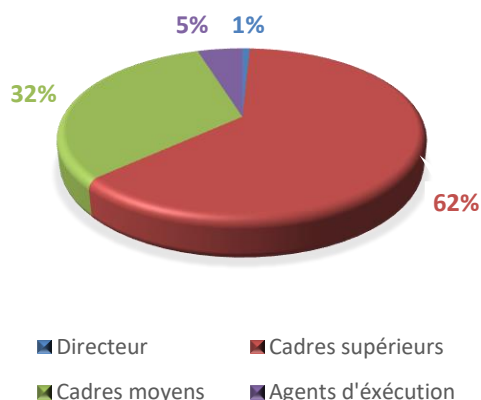


Au titre des emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée diminue entre les deux budgets passant de 11,3 à 6,6 ETP.

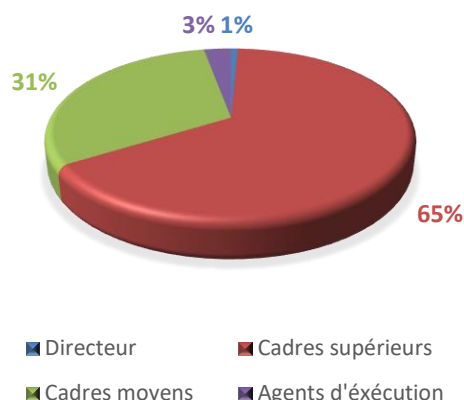
Les contrats à durée déterminée (CDD) de remplacement diminuent de 2,3 ETP ainsi que les CDD pour surcroît d'activité de 2,4 ETP.

Le nombre de contrats d'apprentissage augmente, passant de 2,6 à 3 ETP, et un contrat Cifre est budgété à hauteur de 1 ETP en 2022 à un niveau identique à 2021. Il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.

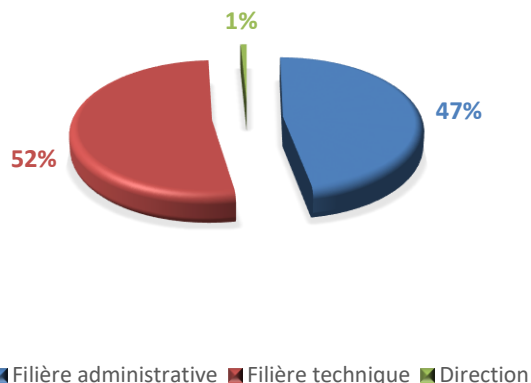
Répartition en % des postes budgétaires par catégorie - BP 2021



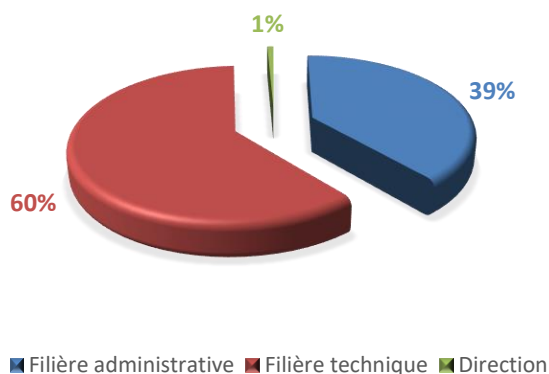
Répartition en % des postes budgétaires par catégorie - OB 2022



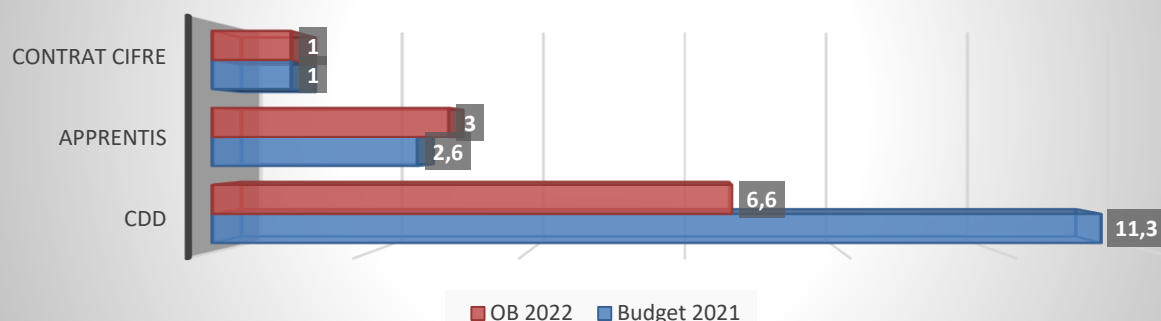
Répartition en % des postes budgétaires par filière- BP 2021



Répartition en % des postes budgétaires par filière - OB 2022



Emplois non permanents-agents non titulaires (en ETP) - Budget 2021/OB 2022



Concernant la durée effective du temps de travail, on rappelle qu'un accord conclu entre la Direction et les Syndicats de l'Office, en date du 15 Décembre 1999, précise l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail en vigueur dans l'établissement.

La durée hebdomadaire du travail, à partir de laquelle se déterminent les horaires collectifs des salariés à temps plein et les taux de travail à temps partiel, est de 36 heures réparties sur 5 jours. En contrepartie de l'horaire appliqué, 10 jours ouvrés de repos par an sont acquis.

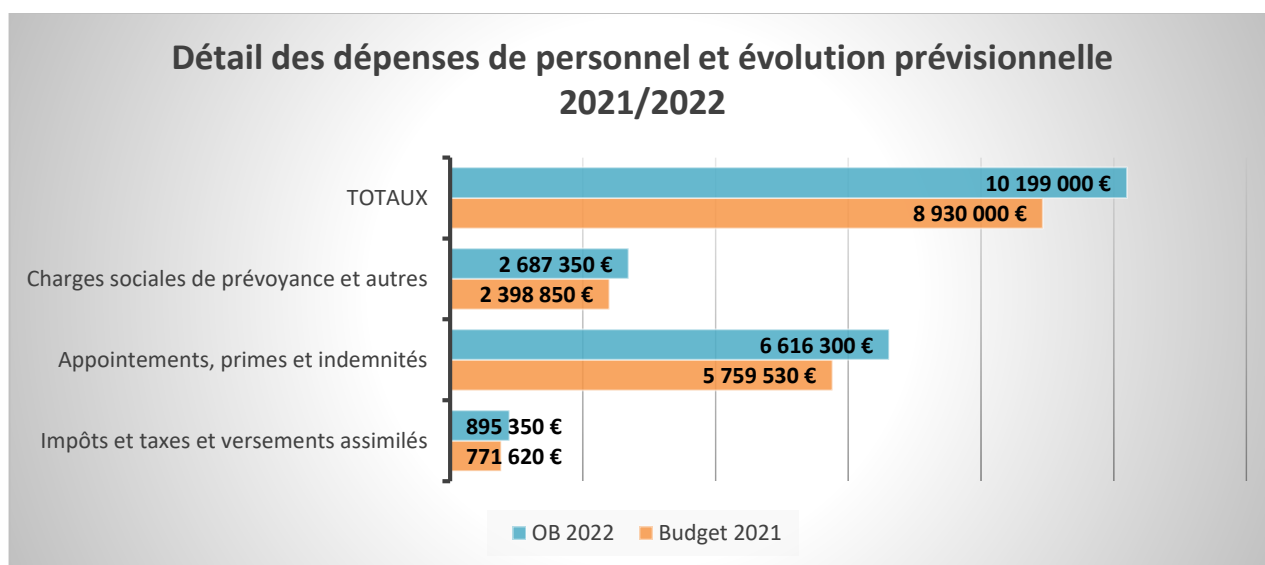
Un régime de travail particulier a été mis en place à la station d'Altiani afin de tenir compte du plan de charge spécifique des agents techniques. Le régime de travail est organisé sur deux semaines. L'horaire de travail est fixé à 70 heures sur neuf jours ouvrés. Le jour non travaillé est pris par roulement dans le cadre de la période de deux semaines qui sert de base au régime particulier de la station.

Un compte épargne temps a été mis en place au profit des personnels en emplois permanents qui ont la possibilité de créditer ce compte tous les ans de 10 jours de congés et 10 jours de RTT maximum.

Concernant la valorisation budgétaire, les hypothèses principales qui ont guidé la construction des prévisions sont les suivantes :

- ✓ Le plafond de la sécurité sociale n'est pas revalorisé en 2022 en raison du contexte économique lié à la crise sanitaire de la Covid-19. Il reste au même niveau que celui de l'année 2021 à 3 428 € mensuel.
- ✓ Le point d'indice fixé à 5,2664 est identique à 2021.
- ✓ Il est prévu un départ à la retraite et une rupture de contrat.
- ✓ Trois mises en disponibilité sont prévues, dont deux en filière administrative : un rédacteur et un rédacteur principal, et une en filière technique : un chef de division.

- ✓ Deux mises à disposition sont prévues, dont une en filière administrative : un chef de service, et une en filière technique : un responsable technique.
- ✓ Les effectifs du personnel en emploi permanent à 139 postes budgétaires représentent 131,6 ETP prévus au budget.
- ✓ Les Contrats à Durée Déterminée sont prévus à hauteur de 6,6 ETP, les contrats d'Apprentissage à hauteur de 3 ETP ainsi qu'un contrat Cifre à hauteur de 1 ETP.



Les dépenses de personnel progressent de 14,2 %, soit 1 269 000 € par rapport au Budget Primitif 2021, dont 13 % est attribuée aux agents du service Agro-Environnement transférés de l'OEC à l'ODARC. L'accroissement global des dépenses de personnel se compose d'appointements, de congés payés, de primes et d'indemnités pour 856 770 € et de charges sociales et impôts et taxes assis sur les salaires pour 412 230 €.

On notera par ailleurs, l'absence d'heures supplémentaires rémunérées car non statutaires, et la présence d'avantages en nature relatifs à l'utilisation de véhicule de fonction dont le montant est évalué à 3 104 € brut annuel à l'identique de l'exercice précédent.

Le budget du personnel devrait représenter ainsi environ 93,1 % de la dotation de fonctionnement sollicitée auprès de la CdC.

- **La dotation de fonctionnement 2022 en provenance de la CdC**

La dotation de fonctionnement 2022 de l'Office à hauteur de 10 954 000 € augmente de 19,1 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation se répartit de la manière suivante :

- ✓ 2 % d'accroissement en lien avec le fonctionnement de l'ODARC après 3 années de statu quo en 2017, 2018 et 2019, une augmentation de 2 % en 2020 et de 0,4 % en 2021.
- ✓ 0,9 % au titre de l'embauche d'un agent supplémentaire pour assurer les missions inhérentes à la mise en œuvre et au suivi de la PAC 2023-2027.
- ✓ 12,5 % d'accroissement par rapport à l'intégration à l'ODARC du service Agro-Environnement de l'OEC (15 agents).
- ✓ 3,8 % au titre des coûts de fonctionnement inhérents à l'intégration à l'ODARC de la structure Corsic'Agropole à partir du 1er juillet 2022.

- **Les dépenses liées aux actions de promotion et de communication de l'Office**

Dans le cadre de ses actions de promotion et de communication, l'ODARC, en partenariat avec les Chambres d'Agriculture, continuera à gérer l'organisation relative au Salon International de l'Agriculture (SIA).

L'édition 2021 du SIA reportée en 2022 au vu de la crise sanitaire de la Covid-19 se tiendra à Paris porte de Versailles. La CdC et l'ODARC y seront présents aux côtés des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir, ainsi que de donner au grand public une image positive de la Corse. L'organisation du SIA 2022 implique de mobiliser dans l'exercice, 550 000 € de crédits.

Au titre de la promotion des filières indispensable à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers, etc.), des opérations de promotion générique et de sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités se poursuivent. Elles sont d'autant plus importantes compte tenu de la crise sanitaire de la Covid-19.

Parallèlement, l'actualisation et la promotion des Routes des Sens Authentiques sur les 8 territoires constitués seront poursuivies et un 9^{ème} territoire sera constitué (Vallées Gravona-Taravu- Prunelli).

Ces deux groupes d'opérations devraient générer environ 650 000 € de dépenses d'exploitation.

➤ Section d'investissement

Les principales acquisitions et les renouvellements notables d'actifs pour l'exercice 2022 devraient se décliner comme ci-après :

✓ Les dépenses d'investissement annuelles :

Il s'agit,

- De la poursuite du renouvellement du parc informatique ainsi que du système d'information (513 K€).
- De compléments d'investissements relatifs à la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 9 territoires insulaires dédiés (100 K€).
- De travaux d'aménagement des nouveaux locaux achetés à la SITEC y compris de la passerelle qui relie le bâtiment Plein Sud et le bâtiment principal du siège de l'ODARC ainsi que des travaux de VRD visant à résoudre le problème d'inondation des locaux en cas de fortes pluies (420 K€).
- Sur le site de la station expérimentale d'Altiani, de réhabiliter et d'agrandir le système d'irrigation des cultures, de poursuivre les opérations de démaquisage et de clôtures, de réaliser un drainage et une évacuation d'eau pluviale du bâtiment à boucs, et de finaliser les investissements de matériels techniques et scientifiques à des fins d'expérimentation (190 K€).
- Sur le site de la station expérimentale de Migliacciaro, de réhabiliter le système d'irrigation, de poursuivre les opérations de clôtures et de taille des oliviers ainsi que d'acquisition de matériels agricoles (80 K€).

✓ Les dépenses d'investissement pluriannuelles :

Le financement des dépenses d'investissement pluriannuelles est assuré par la CdC en termes de subventions d'investissement et par autofinancement de l'Office.

Il s'agit,

- De la maîtrise d'œuvre afférente au projet de création d'un pôle viande de petits ruminants, appelant à ce titre des crédits de paiement pour 2022, l'ouverture des travaux étant prévus sur 2022 à cause de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

N° d'AP	Libellé de l'AP	Montant d'AP	CP Réalisés	CP prévisionnels		
		Initial	2021	2022	2023	2024
AP-2021-0001	Pôle viande de valorisation d'agneaux de lait et de cabris	700 000 €	- €	150 000 €	250 000 €	300 000 €



- Sur le site de la station expérimentale d'Altiani, d'opérer la construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin, d'engager des travaux relevant de la création d'un nouvel espace bergerie y compris hangar fourrage et matériels, ainsi que d'agrandir la fromagerie avec un sas pour respecter les normes sanitaires.

N° d'AP	Libellé de l'AP	Montant d'AP		CP Réalisés	CP prévisionnels		
		Révisé n° 1	Révisé n° 2	2021	2022	2023	2024
AP-2021-0002	Construction d'un hangar de stockage (haras de boucs)	140 000 €	300 000 €	3 049,80 €	80 000 €	216 950,20 €	
AP-2021-0004	Travaux d'aménagement et de création d'un nouvel espace bergerie	722 000 €	1 172 000 €	4 365,40 €	200 000 €	500 000 €	467 634,60 €
		Initial	Révisé n° 1	2021	2022	2023	2024
AP-2021-0010	Travaux d'agrandissement de la fromagerie	120 000 €	150 000 €	- €	90 000 €	60 000 €	

- De réhabiliter le site de la station expérimentale de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, avec la création d'un bâtiment technico administratif avec un espace d'accueil dédié aux bureaux, salle de réunion, et laboratoire, et permettant de regrouper sur le site, d'une part l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle, et d'autre part, la permanence de l'ODARC et de ses partenaires (OEHC, CDA, Groupement des producteurs de fourrage et de céréales...). De plus, il est prévu une opération de construction d'un hangar de stockage de matériels.

N° d'AP	Libellé de l'AP	Montant d'AP		CP Réalisés	CP prévisionnels		
		Révisé n° 1	Révisé n° 2	2021	2022	2023	2024
AP-2021-0005	Construction d'un bâtiment technico-administratif	1 835 000 €	1 935 000 €	4 042,48 €	400 000 €	702 000 €	828 957,52 €
AP-2021-0006	Construction d'un hangar de stockage	400 000 €	450 000 €	4 090,32 €	150 000 €	295 909,68 €	

VII) Les interventions

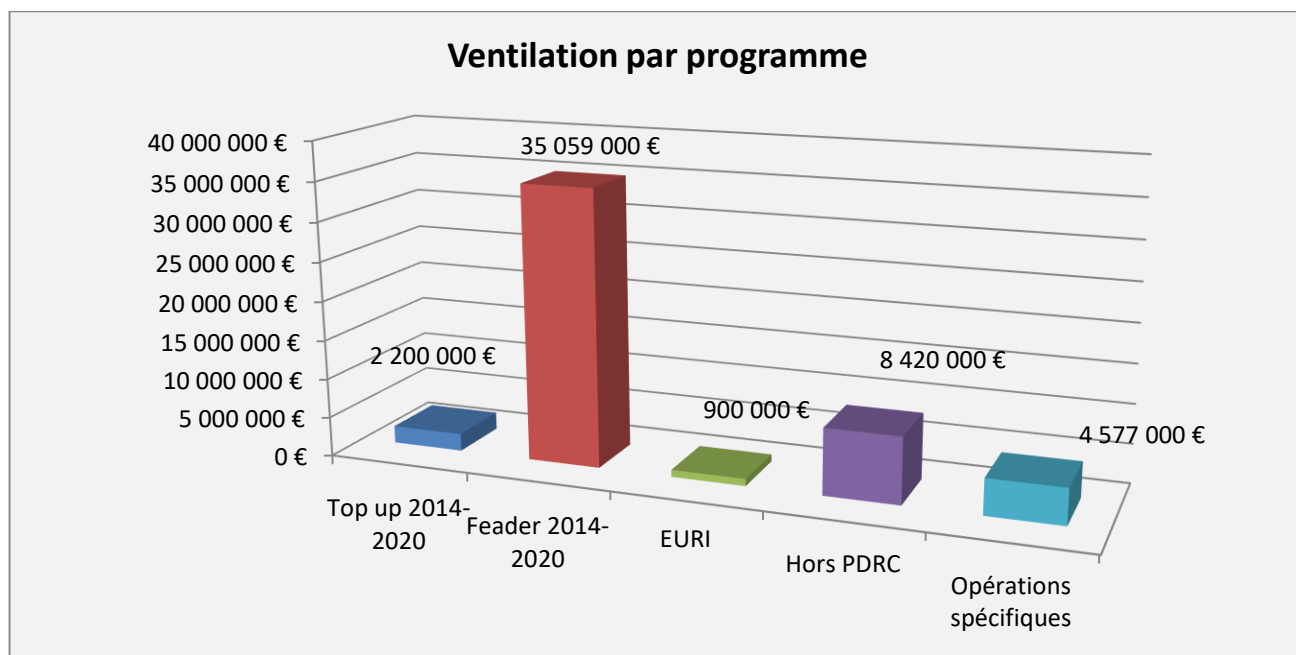
VII.1) Les aides par programme et par financeur

En 2022, l'Office devrait mettre en œuvre au bénéfice du territoire insulaire environ 51,1 M€ d'aides dont 47 % de crédits européens au titre du budget annexe FEADER à savoir 24,2 M€.

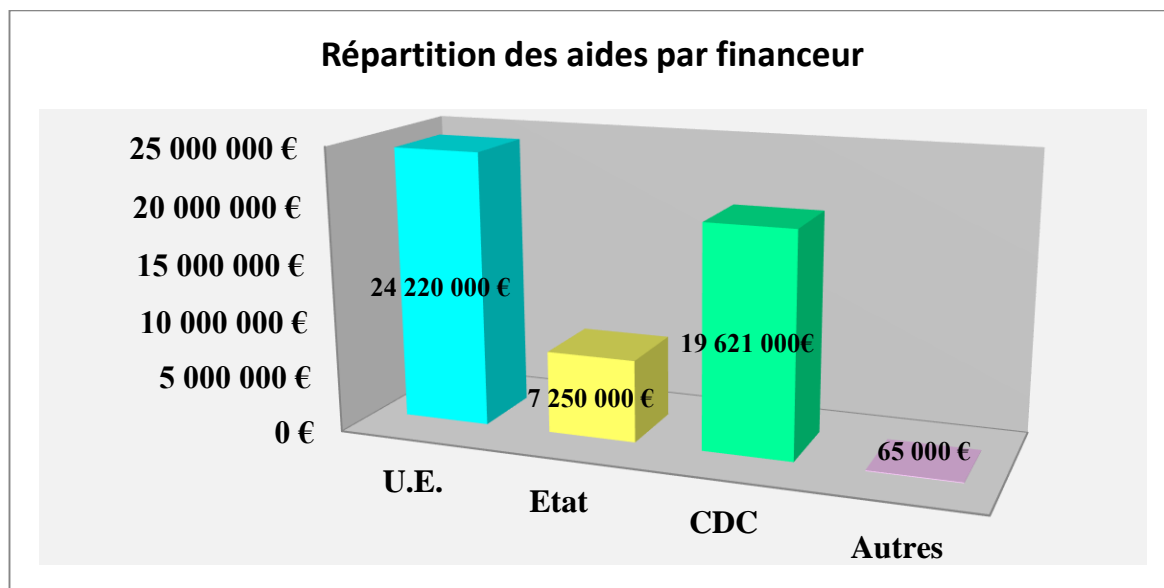
Les aides par programme et par financeur se déclinent infra :

Programmes/financeurs	U.E.	Etat	CdC	Autres	Total euros
Top Up 2014-2020		200 000	2 000 000		2 200 000
FEADER 2014-2020	23 320 000	6 563 000	5 111 000	65 000	35 059 000
EURI	900 000				900 000
Hors PDRC			8 420 000		8 420 000
Opérations spécifiques		487 000	4 090 000		4 577 000
Total euros	24 220 000	7 250 000	19 621 000	65 000	51 156 000
Répartition %	47,3%	14,2%	38,4%	0,1%	100%

L'histogramme ci-dessous permet d'avoir la vision des aides prévues en 2022 par programme tous financeurs confondus :



La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



On notera que sur l'ensemble des programmes, la contribution européenne au regard des dépenses d'aides prévues devrait atteindre 24,2 M€, celle de la CdC devrait osciller autour de 19,6 M€, et celle de l'Etat afficher 7,2 M€, en 2022.

VII.2) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions de l'Office se structurent autour :

- De dispositifs cofinancés, au titre du Programme de Développement Rural Corse (PDRC) 2014-2020 affichant 38,1 M€ de crédits. Le PDRC regroupant les programmes FEADER, EURI et Top Up.
- D'actions dissociables du PDRC et dont le financement est assuré sur des fonds en provenance de la CdC (dits Hors PDRC) à hauteur de 8,4 M€.
- D'opérations spécifiques s'établissant à 4,5 M€, et adossées à un mono financement régional.

Il est à noter que :

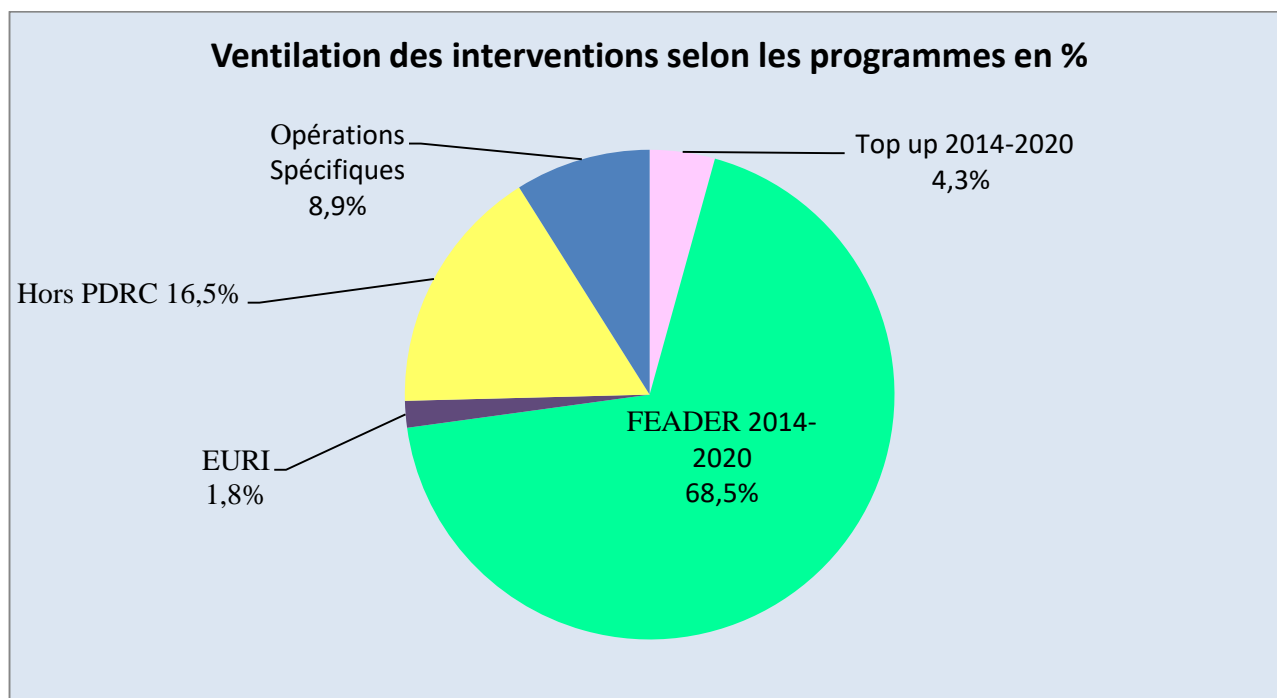
✓ 68,5 % des interventions totales de l'Office sont financés dans le cadre du programme FEADER 2014-2020, ce dernier appelant des cofinancements européens et nationaux dans le montage des plans de financement.

✓ 4,3 % de l'ensemble des opérations sont réalisés au titre du programme Top Up mobilisant des financements nationaux (Etat, CdC et AERMC) additionnels au programme FEADER.

✓ 16,5 % des exécutions de subventions prévues en 2021 sont adossées à des financements émanant de la CdC au titre du programme « Hors FEADER et hors Top Up ».

✓ 8,9 % des mandatements de subventions prévus concernent le programme « Opérations spécifiques » bénéficiant d'une pré individualisation des actions par l'Assemblée de Corse.

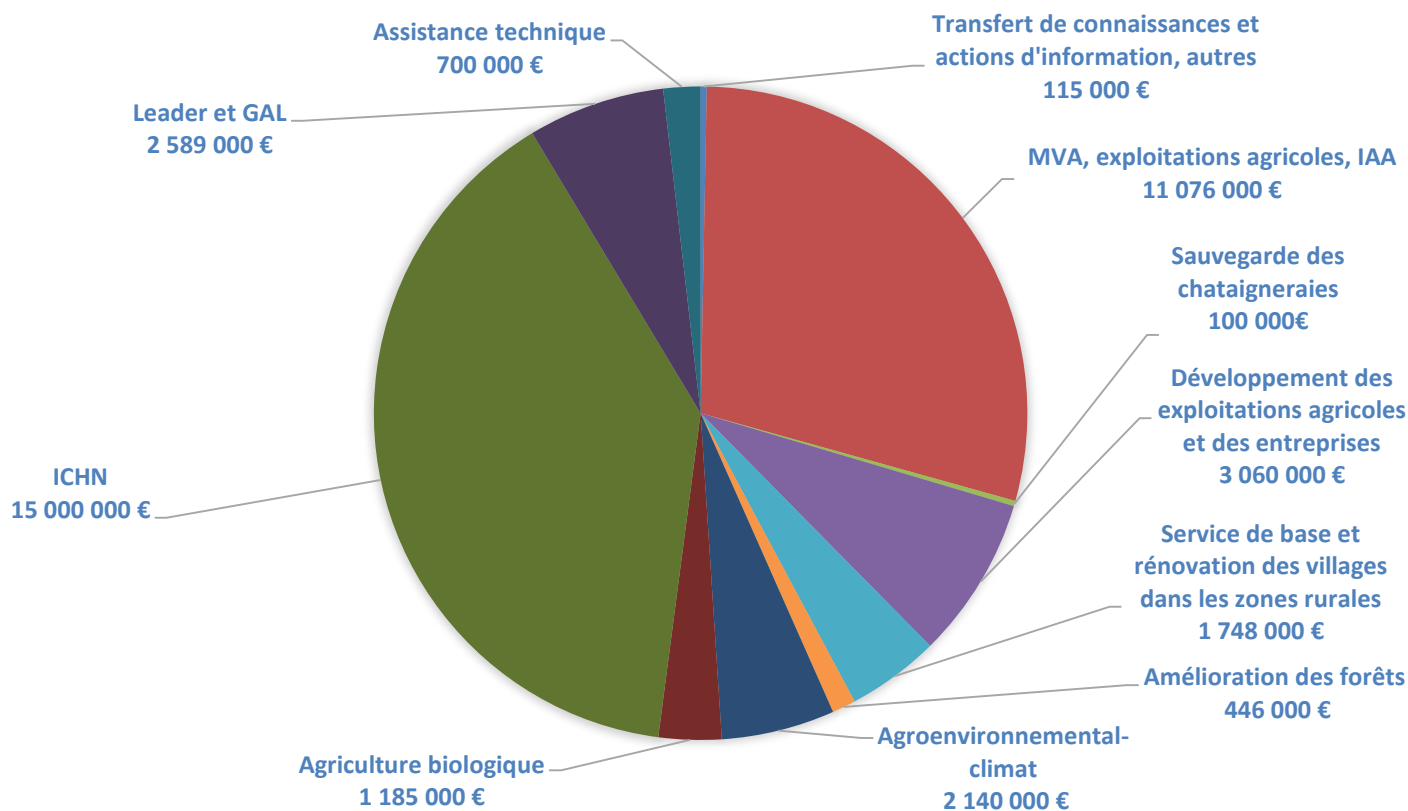
✓ 1,8 % concerne le fonds « EURI », nouveau plan d'investissement dans le cadre du PDRC.



Les principaux mandatements d'aides prévus se répartissent selon les natures d'interventions ci-dessous.

➤ **Au titre du PDRC 2014-2020** le diagramme circulaire infra retrace les prévisions de mandatements par action ou groupe d'actions.

Prévisions de mandatements 2022 - PDRC 2014-2020



➤ Sept dispositifs ou groupes de dispositifs du PDRC s'avèrent significatifs au regard de leur impact financier, il s'agit de :

- 15 M€ pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels. Cette mesure du PDRC comprend le solde de la campagne 2021 et le premier acompte de la campagne 2022, calculés sur la base d'un taux de cofinancement de 75% de FEADER et de 25% de contrepartie Etat.
- 11,1 M€ pour les investissements en faveur des exploitations agricoles (mise en valeur, exploitations agricoles et industries agroalimentaires).
- 3 M€ pour l'aide au démarrage d'entreprises à destination notamment des jeunes agriculteurs.
- 2,5 M€ pour le soutien au développement local Leader.
- 2,1 M€ au titre des actions agroenvironnementales et climatiques.
- 1,7 M€ pour les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.
- 1,1 M€ destinés à l'agriculture biologique.



➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**, un éclairage doit être apporté sur les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs suivants :

- Le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signes de qualité, à travers le plan ambition, mobilise 4,7 M€ de crédits.
- Les aides afférentes aux investissements agricoles et vinicoles se fixent à 3,3 M€.
- Les contributions financières en faveur des investissements forestiers et de l'amélioration foncière s'établissent à 0,11 M€.
- Les aides en matière de conseil mobilisent 0,31 M€ de crédits.

➤ **Pour ce qui concerne les opérations spécifiques** de la CdC, on relève notamment :

- Le dispositif de gestion de crise qui a pour ambition de prendre en charge les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations. Cette mesure appelle 1,2 M€ de crédits.
- La promotion des productions agricoles et rurales, la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire et la poursuite de la route des sens authentiques qui mobilisent 0,3 M€ de subventions.
- Les fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs leur permettant l'accès à des prêts d'honneur et de bénéficier de contre-garanties bancaires qui s'établissent à 0,3 M€.
- L'appui aux Safer et à la mobilisation du foncier orientée notamment vers le soutien aux associations foncières autorisées prévus à hauteur de 0,4 M€.